

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 19 AVRIL 2007

Soir

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 19 APRIL 2007

Avond

La séance est ouverte à 18 h 25 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance : Mme Freya Van den Bossche

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Koen Bultinck et Claude Marinower

Raisons de santé : Alisson De Clercq et Greta D'hondt

En mission à l'étranger : Monica De Coninck

Conseil de l'Europe : Stef Goris en Jean-Pol Henry

Gouvernement fédéral

Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances : devoirs de mandat

André Flahaut, ministre de la Défense : en mission à l'étranger (Liban)

Projets de loi et propositions

01 **Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 20 décembre 2006 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E pour l'année civile 2007 (3027/1)**

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (3027/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

02 Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'instituer une immunité d'exécution à l'égard des avoirs de banques centrales étrangères et d'autorités monétaires internationales (2903/1-3)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : M. Claude Marinower, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2903/3)

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

03 Projet de loi relatif à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services consistant entièrement ou principalement en la transmission de signaux de programmes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle sur des réseaux de communications électroniques (2978/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

03.01 Koen T'Sijen, rapporteur : La majeure partie de la directive relative aux télécommunications a déjà été transposée en droit belge par la loi du 13 juin 2005. Le présent projet vise à transposer les dernières dispositions relatives à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiodiffusion sonore ou télévisuelle.

Durant la discussion générale, Mme Pieters a demandé pourquoi le projet n'avait pas été déjà examiné en mars puisque ce point figurait alors déjà à l'ordre du jour de la commission. La ministre de la Protection de la consommation a répondu qu'elle avait soumis le projet au Comité de concertation étant donné qu'il concerne de près les compétences des Communautés. Le Comité du 30 mars a pris acte de l'avis du gouvernement flamand concernant ce dossier. Il a été tenu compte de cet avis dans les dispositions qui le permettaient.

Trois propositions n'ont cependant pas été retenues parce qu'elles auraient affaibli la protection du consommateur. Il s'agit de la proposition visant à supprimer la possibilité donnée au Roi d'imposer des modèles de contrat, de celle tendant à supprimer la disposition qui établit que les composantes des tarifs doivent être décrites au consommateur ainsi que de celle tendant à supprimer la possibilité, pour le consommateur, de résilier le contrat sans frais en cas de hausse tarifaire.

Mme Pieters a également regretté que le projet accorde de larges compétences aux fonctionnaires concernant la recherche et la poursuite des infractions. Les fonctionnaires peuvent difficilement faire montre de la même indépendance et de la même impartialité que des juges. La ministre s'est montrée compréhensive face à cette observation, tout en déclarant qu'il s'agissait de trouver un juste équilibre.

La ministre a ensuite présenté quelques amendements d'ordre technique. Les articles ainsi que le projet amendé ont été adoptés à l'unanimité.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2978/4)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi relatif à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution".

Le projet de loi compte 19 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 19 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

04 **Projet de loi relatif aux normes techniques minimales de sécurité applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen (3063/1)**

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3063/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

05 **Proposition de résolution en vue de modifier l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique afin d'accorder la qualité d'agent qualifié aux sapeurs-pompiers (2145/1)**

Sans rapport

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2145/1)

La discussion est ouverte.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

06 **Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 2002 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, à différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre (3023/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

06.01 **Maya Detiège**, rapporteur : Le projet de loi a pour but d'améliorer le statut des personnes concernées par l'arrêté royal du 23 décembre 2002 en assouplissant les critères et les conditions de reconnaissance pour les soins médicaux gratuits. L'arrêté royal prévoit des soins médicaux gratuits pour différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre. Le délai minimum requis dans un ou plusieurs statuts de reconnaissance nationale est ramené de neuf à six mois.

Le ministre de la Défense a souligné que le projet de loi vise à la gratuité des soins médicaux pour les anciens combattants engagés à la fin de la guerre et au plus tard le 2 mars 1945, pour autant qu'ils puissent prouver qu'ils ont servi pendant six mois.

Quelque 3200 anciens combattants et 946 victimes civiles bénéficieraient de la mesure. Selon les informations actuelles, le coût de la mesure est estimé à 1.204.301 euros par an. Les articles et le projet de loi dans son ensemble ont été adoptés à l'unanimité.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3023/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

07 **Projet de loi relatif à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale (3009/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

07.01 **Katrien Schryvers**, rapporteur : La commission de l'Intérieur a examiné ce projet de loi le 11 avril.

Le ministre a rappelé que la sécurité constitue l'une des tâches principales de pouvoirs publics et que la police est le service public qui est chargé en premier lieu de la préserver.

On a vu apparaître ces dernières années différents nouveaux acteurs de la sécurité. Ces fonctions de sécurité doivent s'inscrire dans un cadre légal. De même, la coopération entre ces services et la police doit être améliorée. Il s'agit en l'espèce des agents de sécurité, des vigiles urbains, des gardiens de parc, des stewards et de fonctionnaires communaux existants qui exercent des fonctions publiques non policières dans le domaine de la sécurité et de la prévention.

Selon le ministre, il n'en résulte pas seulement d'éventuels doublets avec les fonctions de contrôle réglementées, tels les services privés de surveillance de parkings, mais la profusion de dénominations induisent en outre la confusion chez le citoyen. Le danger est réel que le public attribue à certains agents des compétences qu'ils ne détiennent pas, avec pour conséquence un risque d'abus. Le ministre a souligné que le projet de loi ne crée pas de nouvelle catégorie d'agents de sécurité mais regroupe les fonctions existantes sous la dénomination de gardien de la paix.

L'obligation n'est nullement faite aux communes de créer un tel service. Le projet de loi se borne à circonscrire le cadre dans lequel doit être organisée la fonction de gardien de la paix. La visibilité des agents est accentuée par une tenue uniforme ornée d'un même emblème et par le port obligatoire d'une carte d'identification. Le projet de loi octroie aux gardiens de la paix les moyens nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière de constat de faits répréhensibles dans le contexte des sanctions administratives communales.

L'oratrice du CD&V a indiqué que son groupe réclame depuis longtemps déjà un cadre uniforme pour l'ensemble des services de sécurité au plan communal. Elle a instamment demandé au ministre de mener une campagne d'information à l'intention de la population. Elle a exprimé la préoccupation que lui inspire le moment prévu pour la promulgation de l'arrêté royal relatif aux uniformes des gardiens de la paix. Elle a fait référence à cet égard aux problèmes qui se posent par rapport aux uniformes des policiers. Le ministre a confirmé que les moyens budgétaires nécessaires à une campagne d'information ont déjà été prévus. La question des uniformes étant délicate, une concertation sera menée avec les communes.

Le groupe sp.a se rallie également aux objectifs du projet mais s'interroge sur la sécurité d'emploi du personnel qui remplit ces fonctions actuellement ; il s'agit notamment de savoir si ces agents devront passer un examen ou suivre une formation. Les agents qui ne réussissent pas l'examen perdront-ils leur emploi ? Le ministre confirme que les assistants de prévention et de sécurité Activa qui travaillent dans le cadre des contrats de sécurité peuvent bénéficier d'une dispense et être recrutés comme agents communautaires. Ils devront passer un examen. En cas d'échec, ils perdront leur emploi.

Le groupe cdH se demande pourquoi les gardiens de la paix ne sont pas intégrés à l'ensemble des services de police. Le nombre de fonctions de sécurité connaît une croissance sauvage dans les communes. Il serait peut-être préférable d'utiliser les budgets pour un développement plus efficace des services de police. Ce projet de loi présente toutefois l'avantage de préciser les missions du gardien de la paix. La possibilité de demander les données d'identité constitue également une amélioration. Le ministre estime qu'il doit être clair que les gardiens de la paix assumeront des missions non policières ou axées sur la prévention. L'intervenant du cdH s'inquiète pour la sécurité de ce personnel non armé. Il se demande par ailleurs quelles sont les prérogatives de la police pour contrôler les futurs gardiens de la paix.

Le PS applaudit également au projet mais l'intervenant du PS se demande néanmoins s'il est souhaitable de contraindre les petites communes à constituer un service à part entière de gardiens de la paix. Le ministre souligne que la constitution d'un service de gardiens de la paix n'est pas obligatoire.

Le VLD se rallie également au projet. L'intervenant se demande dans quelle mesure les gardiens de la paix sont tenus de faire honneur à la dignité de leur fonction. Le ministre souligne que les gardiens de la paix peuvent être soumis à un code de déontologie en vertu de l'autonomie communale.

Le projet de loi a été adopté unanimement. (*Applaudissements*)

07.02 Philippe Monfils (MR) : Ce projet, discuté et voté très rapidement, est « mignon tout plein ». Mais j'espère que ces gardiens de la paix ne serviront pas de prétexte à la police pour négliger son travail de

proximité dans les communes. Ce que l'on crée, que l'on appelait des « stewards », n'empêchera pas l'agression de chauffeurs de bus, par exemple.

Une condamnation pour infraction de circulation routière ne constituera pas un obstacle à la fonction de gardien de la paix. Or, ces personnes auront pour tâche, notamment, de sensibiliser les usagers au respect des règles de la circulation routière ! Ces dysfonctionnements devront être corrigés dans les mois à venir.

07.03 **Patrick Dewael**, ministre (*en néerlandais*) : Ce projet n'a nullement été adopté aussi rapidement en commission. Il a été longuement discuté et tous les groupes ont pris part au débat. Le projet satisfait à l'attente générale. Le gardien de la paix ne se substituera pas à la police mais exercera une fonction complémentaire. Il a fallu uniformiser les différentes catégories – vigiles urbains, spotters, gardiens de parc, ... - en ce qui concerne la dénomination, la tenue et les compétences. Le gardien de la paix doit satisfaire à certaines normes de qualité. Il est dès lors prévu une formation uniforme et un mécanisme de contrôle pour réprimer les abus éventuels.

L'adoption du projet à l'unanimité constitue un signal clair. Si des correctifs s'avèrent nécessaires ultérieurement, il appartiendra au législateur de prendre les initiatives nécessaires.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3009/3)

Le projet de loi compte 21 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 21 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Scrutin

08 Commission de la protection de la vie privée - Nomination du vice-président

L'ordre du jour appelle le scrutin en vue de la nomination du vice-président de la Commission de la protection de la vie privée.

M. Willem Debeuckelaere a été nommé président de la Commission de la protection de la vie privée par la Chambre le 29 mars 2007.

Par lettre du 19 mars 2007, la vice-première ministre et ministre de la Justice transmet à la Chambre la liste double approuvée par le Conseil des ministres du 16 mars 2007 en vue de la nomination du vice-président de la Commission de la protection de la vie privée.

Le document portant le nom des candidats vous a été distribué (n° 3065/1).

Il y a lieu de voter en traçant une croix dans la case figurant en regard du nom du candidat choisi. Sont nuls, les suffrages exprimés en faveur de plus d'un candidat.

Le scrutin étant secret, les bulletins ne peuvent être signés.

Nous devons d'abord procéder au tirage au sort d'un ou de deux bureaux de scrutateurs composés chacun de quatre membres qui seront chargés du dépouillement. Je vous propose cependant de désigner les deux secrétaires siégeant au bureau ce jour pour dépouiller les scrutins.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Mme. Corinne De Permentier et M. Pierre Lano
sont désignés pour dépouiller les scrutins.

Je vous propose de procéder au dépouillement des scrutins à la salle des Conférences, en présence des scrutateurs.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

À l'appel de son nom, chaque membre est prié de venir déposer son bulletin non signé dans l'urne, en montant à la tribune, de ma gauche à ma droite.

J'invite les secrétaires à procéder à l'appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal.

Tout le monde a-t-il déposé son bulletin dans l'urne ? (*Oui*)

Je déclare le scrutin clos et invite les scrutateurs à procéder au dépouillement.

09 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de résolution de Mme Zoé Genot, M. Jean-Marc Nollet et Mme Muriel Gerkenes concernant le conflit israélo-palestinien et demandant la reconnaissance de l'Etat palestinien (n° 3080/1). Elle est renvoyée à la commission des Relations extérieures;
- la proposition de loi de Mme Karine Lalieux et M. Thierry Giet modifiant le livre III, titre VIII, Chapitre II, section 2bis du Code civil, afin d'assurer le renouvellement automatique du bail commercial (n° 3082/1). Elle est renvoyée à la commission de la Justice.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

10 Éloge funèbre de M. André Damseaux, ancien ministre

10.01 Le président (*devant l'assemblée debout*) : C'est le 29 mars 2007 que nous avons appris le décès de notre ancien collègue André Damseaux, à l'âge de septante ans.

André Damseaux fut membre de notre assemblée de 1971 à 1995. Il siégea ensuite, jusqu'en 2004, au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon, dont il fut premier Vice-Président.

Cette continuité parlementaire n'avait d'égal que son attachement aux idées libérales qui ont marqué toute sa carrière.

Verviétois de naissance, André Damseaux conquiert avec brio une double licence en sciences diplomatiques et en sciences politiques à l'Université de Liège.

Chose étonnante et pour moi particulièrement émouvante : André Damseaux est l'homme politique que j'ai connu le plus longtemps au cours de ma vie : en 1954, il était en poésie au Collège de Herve et je l'étais chez les jésuites à Saint-Stanislas à Mons. A l'occasion d'un concours, je gagnai le prix de la critique alors que lui emporta le prix de poésie. Ensemble, nous avons fondé, une année plus tard, une revue littéraire appelée « Lettre 55 », il y a plus d'un demi-siècle. Nous nous sommes retrouvés aux Etudiants Libéraux, puis aux Jeunesses Libérales quelques années plus tard.

En 1965, André Damseaux fut élu conseiller communal à Verviers. Six ans plus tard, il fit son entrée à la Chambre en tant que député libéral de l'arrondissement de Verviers. A partir de ce moment-là, sa carrière politique s'accéléra. Fin 1973, il sera appelé à la présidence de son parti, fonction qu'il exercera pendant six ans.

En 1977, André Damseaux, Européen convaincu, fit son entrée au Parlement européen où il siégera jusqu'en 1984.

En 1981, il devint le premier ministre-président de l'Exécutif régional wallon, poste qu'il quittera en 1982 pour celui de ministre chargé de la Tutelle des communes et des Relations extérieures de la Région wallonne.

C'est en 1985 qu'il fut chargé du portefeuille de l'Éducation nationale au sein du gouvernement Martens VI. Ce fut une période difficile car il fallut faire des économies et opérer des restructurations avec un budget réduit.

Redevenu parlementaire en 1987, il assumera pendant une petite année la présidence de la Commission des relations extérieures de notre assemblée, avant de réaliser ce qui lui tenait peut-être le plus à cœur, être le premier chez lui, c'est-à-dire bourgmestre de Verviers, ce qu'il devint le 21 janvier 1989.

En 1999, il quitta Verviers pour s'installer à Jalhay où il fut élu conseiller communal en 2001.

Ce grand lecteur, dont Victor Hugo était l'auteur favori, cet amateur passionné de bridge était un Wallon et un libéral convaincu dont l'engagement en politique reposait sur des convictions profondes : se rendre utile à la société et à ses concitoyens en travaillant au mieux-être de tous.

Nous conserverons de lui le souvenir d'une grande figure du libéralisme, mais aussi d'un homme courtois, à l'humour vif parfois teinté d'autodérision voire d'une touche de provocation.

Pour les plus anciens d'entre nous, il fut un compagnon chaleureux, un ami qui nous manquera beaucoup.

André Damseaux nous a toujours impressionnés par la force de ses convictions, son aptitude inépuisable à l'enthousiasme et son amour de la vie. La mort l'aura saisi, dans une sorte de jeunesse éternelle qui, aujourd'hui, doit consoler ses proches et ses amis.

Pour moi, c'est un ami qui s'en va.

En votre nom, j'ai présenté les condoléances émues de notre assemblée à sa famille.

10.01 **Patrick Dewael**, ministre (*en français*) : Au nom du gouvernement, je m'associe à l'hommage que rend votre assemblée à notre regretté collègue. André Damseaux a connu une carrière politique exemplaire en exerçant successivement les fonctions de parlementaire, ministre, président de parti et conseiller

communal. Avec son départ, c'est une grande figure du libéralisme que nous perdons.

Je souhaite également présenter les condoléances du gouvernement aux membres de sa famille.

La Chambre debout observe une minute de silence.

11 Éloge funèbre de M. Marc Galle, ancien ministre

11.01 Le président (*devant l'assemblée debout*) : Nous avons aussi appris le décès, le vendredi 13 avril 2007, à l'âge de septante-six ans, de notre ancien collègue, Marc Galle.

Il fut membre de notre assemblée de 1977 à 1989.

Né à Denderleeuw en 1930, Marc Galle étudia la philologie germanique à l'Université de Gand et obtint en 1963 un doctorat en philosophie et lettres à la VUB.

De 1965 à 1977, il assura à la BRT une chronique quotidienne consacrée à la langue néerlandaise, *Taalwenken*, qui contribua à conforter son image de puriste de la langue et à asseoir sa popularité auprès du grand public.

Il publia également plusieurs ouvrages littéraires, artistiques et linguistiques et enseigna dans plusieurs Hautes Ecoles.

Rapporteur au congrès socialiste de Klemskerke en 1967, il participa à la création en 1968 des *Rode Leeuwen* à Bruxelles. En 1976, il fut invité à rejoindre l'arrondissement électoral d'Alost, où il était appelé à succéder à Bert van Hoorick.

Le 15 avril 1977, Marc Galle fit son entrée à la Chambre, en tant que représentant, pour le BSP, de l'arrondissement d'Alost. Il fut un membre très actif des Commissions de l'Intérieur, de l'Économie, des Réformes institutionnelles ainsi que du Comité d'avis chargé de Questions européennes

De 1979 jusqu'à fin 1981, il exerça les fonctions de ministre de la région flamande et de la communauté flamande au sein des gouvernements dirigés par Wilfried Martens et Marc Eyskens.

Il devint ensuite, jusqu'en 1985, Ministre des Affaires intérieures au sein du premier Exécutif flamand dirigé par feu Gaston Geens.

Après avoir quitté la Chambre en 1989, il siégea ensuite au Parlement européen jusqu'en 1994.

Marc Galle était un flamand et un socialiste convaincu, au caractère affirmé, qui s'investit beaucoup pour promouvoir les intérêts de la région à laquelle il appartenait.

Ferme dans ses convictions politiques, il fit preuve tout au long de sa vie publique de beaucoup de dynamisme et de pugnacité.

En votre nom, j'ai adressé à sa famille les condoléances de notre assemblée.

11.01 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Au nom du gouvernement, je tiens à m'associer à l'hommage de la Chambre à notre collègue défunt.

Je garde d'excellents souvenirs de M. Galle, en particulier lorsqu'il siégeait au sein de la commission de la Culture. C'était un homme extrêmement cultivé mais c'était surtout un homme politique passionné. La classe politique perd aujourd'hui un de ses plus éminents représentants. Je voudrais, au nom du gouvernement, présenter également mes sincères condoléances à sa famille.

La Chambre debout observe une minute de silence.

Votes nominatifs

12 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Carl Devlies sur "l'organisation, au niveau international, de mécanismes d'évasion fiscale basés sur des décisions anticipées" (n° 1071)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 11 avril 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1071/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Christine Marghem et MM. Luc Gustin et Luk Van Biesen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	86	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

12.01 Nahima Lanjri (CD&V) : J'ai pairé avec M. Bonte.

13 Projet de loi relatif à la constitution d'une société commerciale immobilière par l'Etat (n°2995)

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	122	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

Le **président** : MM. Goyvaerts et Cocriamont souhaitaient voter non.

14 Projet de loi concernant certains services bancaires (2988/1)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	32	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il transmis au Sénat.

15 Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Saint-Marin le 21 décembre 2005 (3021/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	108	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

15.01 Benoît Drèze (cdH) : J'ai voté oui.

16 **Projet de loi portant assentiment à la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005 (3048/1)**

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	130	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

17 **Projet de loi portant assentiment à la Convention n° 161 sur les services de santé au travail, adoptée à Genève le 26 juin 1985 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (3049/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

18 **Projet de loi portant assentiment à la Convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, adoptée à Genève le 22 juin 1981 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (3050/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

19 **Projet de loi portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, faite à Varsovie le 16 mai 2005 (3051/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

20 **Projet de loi portant assentiment à la Résolution 997, adoptée par le Conseil de l'OIM dans sa 421e séance du 24 novembre 1998, apportant des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour la migration (OIM) (3052/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

21 **Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 27 novembre 2006, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions de ladite Convention (3054/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

22 **Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 20 décembre 2006 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E pour l'année civile 2007 (3027/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

23 **Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'instituer une immunité d'exécution à l'égard des avoirs de banques centrales étrangères et d'autorités monétaires internationales (2903/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

24 **Projet de loi relatif à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution (nouvel intitulé) (2978/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

25 **Projet de loi relatif aux normes techniques minimales de sécurité applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen (3063/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

26 **Proposition de résolution en vue de modifier l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique afin d'accorder la qualité d'agent qualifié aux sapeurs-pompiers (2145/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

27 **Projet de loi instaurant une réduction d'impôt pour maisons passives (3024/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

28 **Projet de loi modifiant la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux (3060/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

29 **Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, ainsi que la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement (3047/1)**

(Stemming/vote 6)

Ja	97	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	33	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

30 **Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 2002 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, à différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre (3023/1)**

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

31 **Projet de loi relatif à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale (3009/1)**

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

32 **Amendements et article réservés du projet visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (2647/1-3)**

Transmis par le Sénat

Vote sur l'amendement n° 2 de Jean-Marc Nollet à l'article unique.(2647/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 3 de Jean-Marc Nollet à l'article unique.(2647/3)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	104	Non
Onthoudingen	22	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

33 **Résultat du scrutin pour la nomination du vice-président de la Commission de la protection de la vie privée (3065/1)**

Votants	107	Stemmen
Blancs ou nuls	8	Blanco of ongeldig
Valables	99	Geldig
Majorité absolue	50	Volstrekte

meerderheid

M. Stefan Verschuere a obtenu 97 suffrages.

M. Emile Dejeuansart a obtenu 2 suffrages.

M. Stefan Verschuere ayant obtenu 97 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé vice-président de la Commission de la protection de la vie privée.

34 Ensemble du projet visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (2647/1)

Transmis par le Sénat

(Stemming/vote 11)		
Ja	113	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	131	Total

Le quorum des présences est atteint. La majorité des 2/3 est atteinte. En conséquence la Chambre adopte le projet visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis dans la Constitution. Il sera soumis à la sanction royale.

35 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation ? (Non
La proposition est adoptée.

La séance est levée à 19 h 26. Prochaine séance le mardi 24 avril 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 18.25 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: mevrouw Freya Van den Bossche

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Koen Bultinck en Claude Marinower
Gezondheidsredenen: Alisson De Clercq en Greta D'hondt
Met zending buitenslands: Monica De Coninck
Raad van Europa: Stef Goris en Jean-Pol Henry

Federale regering

Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën: ambtsplicht
André Flahaut, minister van Landsverdediging: met zending buitenslands (Libanon)

Wetsontwerpen en voorstellen

01 Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 20 december 2006 betreffende de

bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E voor het kalenderjaar 2007 (3027/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3027/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

02 **Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het instellen van een immunitet van tenuitvoerlegging ten overstaan van tegoeden van buitenlandse centrale banken en internationale monetaire autoriteiten (2903/1-3)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Claude Marinower, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2903/3)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

03 **Wetsontwerp betreffende de bescherming van de consumenten inzake diensten die geheel of hoofdzakelijk bestaan in het overbrengen van signalen van radio- of televisieomroepprogramma's via elektronische communicatienetwerken (2978/1-4)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

03.01 **Koen T'Sijen** , rapporteur: Het hoofdgedeelte van de telecomrichtlijn werd al omgezet in Belgisch

recht door de wet van 13 juni 2005. Dit ontwerp beoogt de omzetting van de laatste bepalingen, inzake consumentenbescherming voor radio en televisie.

Tijdens de algemene bespreking vroeg mevrouw Pieters waarom het ontwerp niet al in maart werd besproken, daar het toen al op de agenda van de commissie stond. De minister van Consumentenzaken antwoordde dat zij het ontwerp op het Overlegcomité heeft gebracht, omdat het zo dicht aanleunt bij de bevoegdheden van de Gemeenschappen. Het Overlegcomité van 30 maart heeft akte genomen van het advies van de Vlaamse regering over dit dossier. Waar mogelijk werd er rekening mee gehouden.

Drie voorstellen werden echter niet aanvaard omdat ze de bescherming van de consument zouden verzwakken: de schrapping van de mogelijkheid voor de Koning om modelcontracten op te leggen, de schrapping van de bepaling dat de componenten van de tarieven voor de consument beschreven moeten worden en de schrapping van de bepaling om de consument bij tariefverhoging toe te laten kosteloos op te zeggen.

Mevrouw Pieters betreurde ook dat het ontwerp ruime bevoegdheden geeft aan ambtenaren met betrekking tot het opsporen en vervolgen van overtredingen. Ambtenaren kunnen bezwaarlijk dezelfde onafhankelijkheid en onpartijdigheid aan de dag leggen als rechters. De minister toonde begrip voor deze opmerking, maar verklaarde dat het erop aan kwam een goed evenwicht te vinden.

De minister diende nog een aantal technische amendementen in. De artikelen en het geamendeerde ontwerp werden eenparig aangenomen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2978/4)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp betreffende de bescherming van de consumenten inzake omroeptransmissie- en omroepdistributiediensten".

Het wetsontwerp telt 19 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 19 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

04 Wetsontwerp betreffende de minimale technische veiligheidsnormen voor tunnels in het trans-Europese wegennet (3063/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3063/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

05 Voorstel van resolutie betreffende een wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, teneinde de brandweerlieden de hoedanigheid van bevoegd persoon te verlenen (2145/1)

Zonder verslag

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2145/1)

De bespreking is geopend.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

06 Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 2002 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers (3023/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

06.01 Maya Detiège, rapporteur: Het wetsontwerp wil het statuut verbeteren van de personen op wie het KB van 23 december 2002 van toepassing is door de criteria en de voorwaarden voor erkenning inzake kosteloze geneeskundige verzorging te versoepelen. Het KB voorziet in een kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers. De vereiste minimumtermijn in een of meer statuten van nationale erkentelijkheid wordt van negen naar zes maanden teruggebracht.

De minister van Landsverdediging wees erop dat het wetsontwerp de kosteloze geneeskundige verzorging beoogt van de oud-strijders die op het einde van de oorlog werden ingezet en ten laatste op 2 maart 1945, voor zover ze kunnen aantonen dat ze gedurende zes maanden dienst hebben verleend.

De maatregel zou ten goede komen aan 3200 oud-strijders en 946 burgerslachtoffers. Op basis van de huidige informatie raamt men dat de maatregel jaarlijks 1.204.301 euro kost. De artikelen en het gehele wetsontwerp werden eenparig aangenomen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3023/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

07 Wetsontwerp tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet (3009/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

07.01 Katrien Schryvers, rapporteur: De commissie Binnenlandse Zaken heeft dit wetsontwerp besproken op 11 april.

De minister wees erop dat veiligheid een hoofdtaak is van de overheid en dat de politiedienst de overheidsdienst is die in hoofdzaak met de vrijwaring van de veiligheid belast is.

De jongste jaren ontstonden diverse andere veiligheidsactoren. Deze veiligheidsfuncties dienen in een wettelijk kader te worden gegoten. Ook moet de samenwerking tussen deze diensten en de politiediensten verbeteren. Het gaat in dit verband om veiligheidsagenten, stadswachten, parkwachters, stewards en gemeentelijke bestraffende functionarissen. Zij oefenen niet-politionele overheidsfuncties uit inzake veiligheid en preventie.

Volgens de minister leidt dit niet enkel tot een mogelijke overlapping met de taken van gereguleerde toezichtsfuncties zoals privébewakingsdiensten, maar zorgt het grote aantal benamingen voor verwarring bij de bevolking. Het gevaar bestaat dat het publiek sommige beambten bevoegdheden toedicht die ze niet hebben, met mogelijk misbruik tot gevolg. De minister beklemtoonde dat het wetsontwerp geen nieuwe categorie veiligheidsagenten creëert, maar de bestaande functies samenbrengt onder de benaming gemeenschapswachten.

Geen enkele gemeente is verplicht om dergelijke dienst op te richten. Het wetsontwerp bepaalt alleen het kader waarin de functie van gemeenschapswacht dient te worden georganiseerd. Ook wordt de zichtbaarheid van de beambten verbeterd via uniforme werkkleding met een gelijk embleem en het verplicht dragen van een identificatiekaart. Het wetsontwerp verleent de gemeenschapswachten de nodige middelen voor de uitoefening van hun bevoegdheden inzake de vaststelling van strafbare feiten in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties.

De spreekster van CD&V wees erop dat haar fractie reeds lang een eenvormig kader voor alle veiligheidsdiensten op gemeentelijk vlak vraagt. Ze drong bij de minister aan op een informatiecampagne ten behoeve van de bevolking. Ze drukte haar bezorgdheid uit over de timing van de uitvaardiging van het KB inzake de uniformen van de gemeenschapswachten. Ze verwees hierbij naar de moeilijkheden met de politie-uniformen. De minister bevestigde dat men de nodige budgettaire middelen voor een informatiecampagne reeds heeft voorbehouden. Omdat de kwestie van de uniformen delicaat is, zal men voort overleggen met de gemeenten.

Ook de sp.a-fractie kan zich terugvinden in de doelstellingen van het ontwerp, maar heeft vragen bij de werkzekerheid van het personeel dat momenteel deze functies vervult, namelijk of het een examen zal moeten afleggen en een opleiding volgen. Zullen beambten die niet slagen voor het examen hun betrekking verliezen? De minister bevestigt dat de stadswachtenactiva die in het kader van de veiligheidsovereenkomsten werken, een vrijstelling kunnen genieten en als gemeenschapswachten in dienst

kunnen worden genomen. Zij zullen een examen moeten afleggen. Als ze niet slagen zullen ze hun baan verliezen.

De cdH-fractie vraagt zich af waarom de gemeenschapswachten niet in het geheel van de politiediensten worden geïntegreerd. Er is een wildgroei van het aantal veiligheidsfuncties in de gemeenten. De budgetten zou men misschien beter gebruiken voor een meer efficiënte uitbouw van de politiediensten. Het voordeel is wel dat door dit wetsontwerp de taken van de gemeenschapswacht worden verduidelijkt. De mogelijkheid om de identiteitsgegevens op te vragen is ook een verbetering. Voor de minister moet het duidelijk zijn dat de gemeenschapswachten niet-politionele of preventiegerichte taken zullen verrichten. De spreker van cdH is bezorgd om de veiligheid van dit ongewapende personeel. Hij vraagt zich ook af wat de prerogatieven zijn van de politie om de toekomstige gemeenschapswachten te controleren.

Ook de PS is verheugd. De spreker van de PS vraagt zich alleen af of het wel goed is om kleine gemeenten te verplichten om een afzonderlijke dienst gemeenschapswacht op te richten. De minister wijst erop dat de oprichting van dienst gemeenschapswachten geen verplichting is.

Ook de VLD is verheugd. De spreker vraagt zich af in welke mate de gemeenschapswachten verplicht zijn om de waardigheid van het ambt in ere te houden. De minister merkt op dat ook de gemeenschapswachten in het kader van de gemeentelijke autonomie aan een deontologische code kunnen worden onderworpen.

Het wetsontwerp werd eenparig aangenomen. (*Applaus*)

07.02 Philippe Monfils (MR): Dit ontwerp, dat genoeg had aan een korte bespreking en snel werd goedgekeurd, is allercharmantst. Ik hoop maar dat die gemeenschapswachten voor de politie geen voorwendsel worden om hun buurtwerk in de gemeenten te verwaarlozen. Met de instelling van de functie van gemeenschapswacht, de vroegere 'steward', kan niet worden voorkomen dat, bijvoorbeeld, buschauffeurs worden aangevallen.

Een veroordeling wegens een verkeersovertreding vormt geen beletsel om toegang te krijgen tot de functie van gemeenschapswacht. Een van de taken van die personen zal er echter in bestaan de weggebruikers te sensibiliseren voor de naleving van de verkeersregels! Die ongerijmdheden zullen in de loop van de volgende maanden moeten worden rechtgezet.

07.03 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Dit ontwerp is helemaal niet zo snel goedgekeurd in de commissie. Het werd uitvoerig besproken en alle fracties namen aan de bespreking deel. Het ontwerp voldoet aan de algemene verwachtingen. De gemeenschapswacht moet niet de plaats innemen van de politie, maar is complementair. Het was nodig de diverse categorieën - stadswachten, lijnspotters, parkwachters, stewards - uniform te maken inzake benaming, werkkledij en bevoegdheid. De gemeenschapswacht moet aan bepaalde kwaliteitsnormen voldoen. Daarom wordt voorzien in een uniforme opleiding en een controlemechanisme om eventuele misbruiken te beteugelen.

Dat het ontwerp eenparig werd goedgekeurd, is een duidelijk signaal. Indien er later bijstellingen zouden nodig zijn, dan moet de wetgever daarvoor de nodige initiatieven nemen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3009/3)

Het wetsontwerp telt 21 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 21 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Geheime stemming

08 Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer - Benoeming van de ondervoorzitter

Aan de orde is de geheime stemming voor de benoeming van de ondervoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Op 29 maart 2007 werd de heer Willem Debeuckelaere door de Kamer tot voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer benoemd. Ik heb trouwens deze voormiddag de heer Debeuckelaere de eed afgenomen.

Bij brief van 19 maart 2007 bezorgt de vice-eersteminister en minister van Justitie de Kamer de door de Ministerraad op 16 maart 2007 goedgekeurde tweevoudige lijst met het oog op de benoeming van de ondervoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het stuk met de namen van de kandidaten werd rondgedeeld (nr. 3065/1).

Om te stemmen moet men een kruisje in het vakje tegenover de naam van de gekozen kandidaat plaatsen. Zijn ongeldig de stemmen uitgebracht op meer dan één kandidaat.

Daar de stemming geheim is, mogen de stembiljetten niet worden ondertekend.

We moeten eerst een of twee bureaus van stemopnemers bij loting samenstellen. Elk bureau bestaat uit vier leden. Ik stel u evenwel voor om voor de stemopneming de twee secretarissen aan te wijzen die heden aan het bureau hebben plaatsgenomen.

Geen bezwaar? *(Nee)*

Aldus zal geschieden.

Mevrouw Corinne De Permentier en de heer Pierre Lano worden aangewezen om de stemmen op te nemen.

Ik stel u voor dat de stembiljetten geteld worden in de Conferentiezaal, in aanwezigheid van de stemopnemers.

Geen bezwaar? *(Nee)*

Aldus zal geschieden.

Ik verzoek elk lid om bij het afroepen van zijn naam zijn ongetekende stembiljet in de stembus te komen deponeren. Gelieve langs mijn linkerzijde op het spreekgestoelte te komen en dit aan mijn rechterzijde te verlaten.

Ik nodig de secretarissen uit de namen af te roepen.

Er wordt overgegaan tot de naamafroeping

Heeft iedereen gestemd? *(Ja)*

De stemming is gesloten. Ik nodig de secretarissen uit over te gaan tot de stemopneming.

09 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het voorstel van resolutie van mevrouw Zoé Genot, de heer Jean-Marc Nollet en mevrouw Muriel Gerkens betreffende het Israëlisch-Palestijns conflict en de erkenning van de Palestijnse Staat, nr. 3080/1. Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen;
- het wetsvoorstel van mevrouw Karine Lalieux en de heer Thierry Giet tot wijziging van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 2bis, van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de automatische hernieuwing van de handelshuur te garanderen (nr. 3082/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Justitie.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

10 Huldebetoon ter nagedachtenis van de heer André Damseaux

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*): Op 29 maart 2007 hebben wij het overlijden vernomen van onze voormalige collega, de heer André Damseaux. Hij is 70 jaar geworden.

André Damseaux was lid van onze assemblee van 1971 tot 1995. Nadien had hij tot 2004 zitting in het Parlement van de Franse Gemeenschap en in het Waals Parlement, waarvan hij eerste ondervoorzitter was.

Gedurende heel die periode als parlamentslid bleef hij onverminderd vasthouden aan het liberale gedachtegoed dat zijn hele loopbaan lang centraal stond.

André Damseaux werd geboren in Verviers en behaalde met glans een dubbele licentie in de diplomatieke wetenschappen en de politieke wetenschappen aan de Universiteit van Luik.

Opmerkelijk en voor mij bijzonder ontroerend is het feit dat André Damseaux de politicus is die ik in mijn leven het langst gekend heb: in 1954 zat hij in de poësis in het college van Herve en was ik leerling bij de jezuïeten in Saint-Stanislas in Bergen. Op een concours behaalde ik de prijs van de kritiek, terwijl hij de poëzieprijs in de wacht sleepte. Samen stichtten wij één jaar later een literair tijdschrift, *Lettre 55* genaamd. Dat is intussen meer dan een halve eeuw geleden.

Nadien vonden wij elkaar terug bij de Étudiants Libéraux - Liberale Studenten -, en vervolgens, enkele jaren later bij de Jeunesses Libérales - Liberale Jongeren.

In 1965 werd André Damseaux tot gemeenteraadslid in Verviers verkozen. Zes jaar later deed hij zijn intrede in de Kamer als liberaal volksvertegenwoordiger voor het arrondissement Verviers. Vanaf dat moment kwam zijn politieke loopbaan in een stroomversnelling. Eind 1973 werd hij voorzitter van zijn partij, een ambt dat hij zes jaar lang zou uitoefenen.

In 1977 werd André Damseaux, een overtuigd Europeaan, lid van het Europees Parlement, waar hij tot 1984 zitting had.

In 1981 werd hij de eerste minister-president van de Waalse Gewestexecutieve, een post die hij in 1982 inruilde voor die van minister belast met het Toezicht op de Gemeenten en de Buitenlandse Betrekkingen van het Waals Gewest.

In 1985 kreeg hij de portefeuille van Nationale Opvoeding in de regering Martens VI toegewezen. Het was een moeilijke periode want er moest worden bezuinigd en er dienden herstructureringen te worden doorgevoerd, hoewel de financiële middelen beperkt waren.

In 1987 werd hij opnieuw parlamentslid. Gedurende een klein jaar was hij voorzitter van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van onze assemblee, alvorens te realiseren wat hem misschien wel het meest na aan het hart lag: de eerste burger worden van Verviers, en op 21 januari 1989 mocht hij dan ook de burgemeesterssjerp omgorden.

In 1999 verliet hij Verviers en vestigde hij zich in Jalhay, waar hij in 2001 tot gemeenteraadslid werd

verkozen.

Deze verwoede lezer, wiens lievelingsauteur Victor Hugo was, deze fervente bridgeliefhebber, was een overtuigde Waal en een liberaal in hart en nieren, wiens politieke engagement stoelde op diepe overtuigingen: zich ten dienste stellen van de maatschappij en van zijn medeburgers door zich in te zetten voor eenieders welzijn.

Hij zal in onze gedachten blijven leven als een grote figuur van het liberalisme, maar ook als een hoffelijk man, met een scherpe humor, soms doordrenkt van zelfspot en zelfs een tikkeltje provocerend.

Voor de oudsten onder ons was hij een warme makker, een vriend die wij erg zullen missen.

André Damseaux heeft ons altijd geïmponeerd door zijn onwrikbare overtuigingen, zijn nooit aflatende enthousiasme en zijn levenslust. De dood heeft hem getroffen in een soort van eeuwige jeugd en dat moet vandaag voor zijn verwanten en vrienden een troost zijn.

Ik heb een vriend verloren.

Namens u allen heb ik zijn familie de innige deelneming van onze assemblee betuigd.

10.01 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Namens de regering sluit ik me aan bij de rouwhulde die uw assemblee aan onze betreunde collega brengt. André Damseaux heeft een voorbeeldige politieke loopbaan gehad. Hij was achtereenvolgens parlamentslid, minister, partijvoorzitter en gemeenteraadslid. Met zijn verscheiden verliezen we een boegbeeld van het liberalisme.

Ik wil tevens het medeleven van de regering aan zijn familieleden betuigen.

De staande Kamer neemt een minuut stilte in acht.

11 Huldebetoon ter nagedachtenis van de heer Marc Galle

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*): We hebben eveneens met droefheid vernomen dat onze gewezen collega Marc Galle op vrijdag 13 april 2007 op 76-jarige leeftijd is overleden.

Hij was kamerlid van 1977 tot 1989.

Marc Galle werd in 1930 in Denderleeuw geboren. Hij studeerde Germaanse filologie aan de Universiteit van Gent en behaalde in 1963 een doctoraat in de filosofie en letteren aan de VUB.

Van 1965 tot 1977 verzorgde hij voor de BRT een dagelijkse rubriek met Nederlandse taaltips, *Taalwenken*, die bijdroeg tot zijn imago van taalpurist en hem bij het brede publiek bekend maakte.

Hij publiceerde tevens tal van literaire, artistieke en taalkundige werken en doceerde aan verscheidene hogescholen.

In 1967 trad hij op als verslaggever van het socialistisch congres in Klemskerke en in 1968 richtte hij samen met anderen de "Rode Leeuwen" in Brussel op. In 1976 werd hem gevraagd om op te komen in het kiesarrondissement Aalst waar hij bestemd was om Bert van Hoorick op te volgen.

Op 15 april 1977 deed hij zijn intrede in de Kamer als BSP-volksvertegenwoordiger voor het arrondissement Aalst. Hij speelde een erg actieve rol in de commissies voor de Binnenlandse Zaken, het Bedrijfsleven, de Institutionele Hervormingen en het adviescomité voor de Europese Aangelegenheden.

Van 1979 tot eind 1981 was Marc Galle minister van het Vlaamse Gewest en van de Vlaamse Gemeenschap in de regeringen van premier Wilfried Martens en Marc Eyskens.

Vervolgens was hij tot in 1985 minister van Binnenlandse Aangelegenheden in de eerste Vlaamse regering van wijlen Gaston Geens.

In 1989 verliet hij de Kamer, waarna hij tot 1994 Europees parlamentslid was.

Marc Galle was een overtuigd Vlaming en socialist. Hij was een man met een uitgesproken persoonlijkheid die zich geheel inzette om de belangen van zijn gewest te behartigen.

Hij bleef zijn politieke overtuiging trouw en gaf heel zijn openbaar leven lang blijk van een sterk dynamisme en een grote strijdvaardigheid.

Namens de Kamer heb ik zijn familie het medeleven van onze assemblee betuigd.

11.01 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Namens de regering sluit ik mij aan bij het eerbetoon van de Kamer aan onze overleden collega.

Ik bewaar uitstekende herinneringen aan de heer Galle, vooral aan de periode dat hij in de commissie voor de Cultuur zetelde. Hij had een enorme culturele bagage, maar was vooral ook een gedreven politicus. Door zijn heengaan verliest de politiek een vooraanstaand figuur. Ik wil namens de regering ook mijn oprechte deelneming aan zijn familieleden aanbieden.

De staande Kamer neemt een minuut stilte in acht.

Naamstemmingen

12 **Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Carl Devlies over "de internationale organisatie van belastingontwijking via voorafgaande beslissing" (nr. 1071)**

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 11 april 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1071/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en de heren Luc Gustin en Luk Van Biesen.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	86	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

12.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik heb voor deze en de volgende stemmingen een stemafpraak met de heer Hans Bonte.

13 **Wetsontwerp betreffende de oprichting van een commerciële vastgoedmaatschappij door de Staat (nr. 2995)**

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	122	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

De **voorzitter**: De heren Goyvaerts en Cocriamont wilden tegen stemmen.

14 Wetsontwerp betreffende bepaalde bankdiensten (2988/1)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	32	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal naar de Senaat overgezonden.

15 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek San Marino tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te San Marino op 21 december 2005 (3021/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	108	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

15.01 Benoît Drèze (cdH): Ik heb ja gestemd.

16 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005 (3048/1)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	130	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

17 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag nr. 161 betreffende de

bedrijfsgezondheidsdiensten, aangenomen te Genève op 26 juni 1985 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie (3049/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

18 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag nr. 155 betreffende arbeidsveiligheid, gezondheid en het arbeidsmilieu, aangenomen te Genève op 22 juni 1981 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie (3050/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

19 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag van de Raad van Europa ter bestrijding van mensenhandel, gedaan te Warschau op 16 mei 2005 (3051/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

20 Wetsontwerp houdende instemming met Resolutie 997, aangenomen door de Raad van de IOM tijdens zijn 421e vergadering op 24 november 1998, tot wijziging van het Statuut van de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM) (3052/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

21 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 27 november 2006, en houdende aanpassing van de Belgische belastingwetgeving aan sommige bepalingen van de genoemde Overeenkomst (3054/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

22 Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 20 december 2006 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E voor het kalenderjaar 2007 (3027/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

23 Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het instellen van een immuniteit van tenuitvoerlegging ten overstaan van tegoeden van buitenlandse centrale banken en internationale monetaire autoriteiten (2903/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

24 Wetsontwerp betreffende de bescherming van de consumenten inzake omroeptransmissie- en omroepdistributiediensten (nieuw opschrift) (2978/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

25 Wetsontwerp betreffende de minimale technische veiligheidsnormen voor tunnels in het trans-Europese wegennet (3063/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

26 Voorstel van resolutie betreffende een wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, teneinde de brandweerlieden de hoedanigheid van bevoegd persoon te verlenen (2145/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

27 Wetsontwerp tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen (3024/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

28 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen (3060/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 5*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

29 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, en van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles (3047/1)

(<i>Stemming/vote 6</i>)		
Ja	97	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	33	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

30 Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 2002 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers (3023/1)

(<i>Stemming/vote 7</i>)		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

31 Wetsontwerp tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet (3009/1)

(<i>Stemming/vote 8</i>)		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

32 Aangehouden amendementen en artikel van het ontwerp tot invoeging van een titel Ibis en een artikel 7bis om duurzame ontwikkeling als algemene beleidsdoelstelling voor de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in de Grondwet in te schrijven (2647/1-3)

Overgezonden door de Senaat

Stemming over amendement nr. 2 van Jean-Marc Nollet op het enig artikel.(2647/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 3 van Jean-Marc Nollet op het enig artikel.(2647/3)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	104	Non
Onthoudingen	22	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

33 Uitslag van de geheime stemming voor de benoeming van de ondervoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (3065/1)

Votants	107	Stemmen
Blancs ou nuls	8	Blanco of ongeldig
Valables	99	Geldig
Majorité absolue	50	Volstreekte meerderheid

De heer Stefan Verschuere heeft 97 stemmen bekomen.

De heer Emile Dejeansart heeft 2 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Stefan Verschuere 97 stemmen heeft bekomen, dit is de volstreekte meerderheid, is hij benoemd tot ondervoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

34 Geheel van het ontwerp tot invoeging van een titel 1bis en een artikel 7bis om duurzame ontwikkeling als algemene beleidsdoelstelling voor de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in de Grondwet in te schrijven (2647/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	113	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	131	Total

Het quorum van de aanwezigen is bereikt. De tweederde meerderheid is bereikt. Bijgevolg neemt de Kamer het ontwerp tot invoeging van een titel 1bis en een artikel 7bis in de Grondwet aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

35 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 19.26 uur. Volgende vergadering dinsdag 24 april 2007 om 14.15 uur.